

Message Text

PAGE 01 STATE 176683
ORIGIN DLOS-09

INFO OCT-01 AF-10 ARA-14 EUR-12 NEA-10 ISO-00 ACDA-10
AGRE-00 AID-05 CEA-01 CEQ-01 CG-00 CIAE-00
COME-00 DODE-00 DOTE-00 EB-08 EPA-04 ERDA-07
FEAE-00 FMC-02 TRSE-00 H-02 INR-07 INT-05 IO-14
JUSE-00 L-03 NSAE-00 NSC-05 NSF-02 OES-07 OMB-01
PA-02 PM-05 PRS-01 SP-02 SS-15 USIA-15 OPR-02
/182 R

DRAFTED BY D/LOS:JZEROLIS:AFR
APPROVED BY D/LOS:FSMHODSOLL
NEA/RA:MR. PRICKETT
AF/I:MR. SHURTLEFF
EUR/RPE:WRSALISBURY
ARA/CAR:GDESANTILLANA

-----116244 281720Z /53

P 281328Z JUL 77
FM SECSTATE WASHDC
TO AMEMBASSY NOUAKCHOTT PRIORITY
AMEMBASSY DAKAR PRIORITY
AMEMBASSY CONAKRY PRIORITY
AMEMBASSY BAMAKO PRIORITY
AMEMBASSY OUAGADOUGOU PRIORITY
AMEMBASSY ABIDJAN PRIORITY
AMEMBASSY LOME PRIORITY
AMEMBASSY COTONOU PRIORITY
AMEMBASSY NIAMEY PRIORITY
AMEMBASSY NDJAMENA PRIORITY
AMEMBASSY YAOUNDE PRIORITY
AMEMBASSY LIBREVILLE PRIORITY
AMEMBASSY BANGUI PRIORITY
AMEMBASSY KINSHASA PRIORITY
AMEMBASSY KIGALI PRIORITY
AMEMBASSY BUJUMBURA PRIORITY
AMEMBASSY ANTANANARIVO PRIORITY
AMEMBASSY RABAT PRIORITY
UNCLASSIFIED

PAGE 02 STATE 176683

AMEMBASSY ALGIERS PRIORITY
AMEMBASSY TUNIS PRIORITY
AMEMBASSY DJIBOUTI PRIORITY
AMEMBASSY PARIS PRIORITY
AMEMBASSY PORT AU PRINCE PRIORITY

UNCLAS STATE 176683

E.O. 11652: N/A

TAGS: PLOS

SUBJECT PRESS STATEMENT BY AMBASSADOR ELLIOT L. RICHARDSON
SPECIALREPRESENTATIVE OF THE PRESIDENT TO THE LAW OF THE
SEA CONFERENCE AT THE UNITED NATIONS JULY 20, 1977
REFS A STATE 169685 B STATE 172783 (NOTAL)

1. THE FOLLOWING IS THE FRENCH TRANSLATION OF SUBJECT
STATEMENT FOR TELEGRAPHIC TRANSMISSION TO ALL ADDRESSEE
POSTS.

DECLARATION DE
L'AMBASSADEUR ELLIOT L. RICHARDSON
REPRESENTANT SPECIAL DU PRESIDENT A LA
CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER
AUX NATIONS UNIES
20 JUILLET 1977

LE TEXTE DE NEGOCIATION COMPOSITE OFFICIEUX ISSU DE LA
PRESENTE SESSION DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE DROIT DE LA MER DEMONTE UN PROGRES REEL SUR DES
QUESTIONS D'IMPORTANCE CAPITALE CONCERNANT LA SECURITE
INTERNATIONALE ET LA LIBERTE DE NAVIGATION. EN REVANCHE,
UNCLASSIFIED

PAGE 03 STATE 176683

IL ASSOMBRIT SENSIBLEMENT LES PERSPECTIVES D'ACCORD SUR
UN REGIME INTERNATIONAL POUR LA CONDUITE DE L'EXPLOITA-
TION MINIERE DES FONDS MARINS. TANT LE FOND DU TEXTE
SUR CETTE QUESTION QUE L'ABSENCE DE PROCEDES EQUITABLES
ET OUVERTS DANS SA REDACTION DEFINITIVE FONT QU'IL
M'INCOMBE DE RECOMMANDER QUE LES ETATS-UNIS ENTRE-
PRENNENT UNE ETUDE DES PLUS SERIEUSES ET DES PLUS
APPROFONDIES AUSSI BIEN DU FOND QUE DES PROCEDURES DE
DEBAT DE LA CONFERENCE.

C'EST AVEC UN SENTIMENT DE VIVE FRUSTRATION QUE JE FAIS
PART DE CET ETAT DE CHOSES, CAR UN PROGRES VERITABLE
A ETE REALISE DURANT LA DERNIERE SESSION:

- DE NOUVELLES DISPOSITIONS ONT ETE NEGOCIEES AFIN
DE PRECISER LE STATUT LEGAL DE LA NOUVELLE ZONE
ECONOMIQUE DE 200 MILLES. CES DISPOSITIONS
TENTENT DE PROTEGER LES LIBERTES TRADITIONNELLES
DE LA HAUTE MER DANS LES LIMITES DE CETTE ZONE,
EXCEPTION FAITE DES DROITS SPECIFIQUES RELATIFS
A DES RESSOURCES QUI ONT ETE ACCORDES A DES
ETATS COTIERS PAR LA CONVENTION. CES DISPOSI-
TIONS REPRESENTENT UNE AMELIORATION MARQUEE PAR
RAPPORT AUX TEXTES PRECEDENTS ET POURRAIENT
AIDER A EMPECHER LA DETERIORATION DES LIBERTES
DE LA HAUTE MER RESULTANT D'EFFORTS DE LA PART
DES ETATS COTIERS VISANT A ELARGIR LEUR

SOUVERAINETE DANS L'ESPACE OCEANIQUE.

-- NOUS SOMMES PARVENUS A PRESERVER LES TEXTES
ANTERIEURS GENERALEMENT SATISFAISANTS SUR LE
PASSAGE DANS LES DETROITS, QU'UNE MINORITE
DETERMINEE AVAIT TENTE DE MODIFIER.
PARALLELEMENT, NOUS AVONS TROUVE MOYEN DE TENIR
COMPTE DE LA NECESSITE REELLE DE LA PROTECTION
DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES DETROITS,
UNCLASSIFIED

PAGE 04 STATE 176683

PARTICULIEREMENT DANS DES ZONES COMME CELLE DU
DETROIT DE MALACCA.

-- LES DISPOSITIONS DU TEXTE TRAITANT DE LA RE-
CHERCHE SCIENTIFIQUE ONT ETE AMELIOREES. UN
EFFORT ENTREPRIS PAR CERTAINES DELEGATIONS DANS
LE BUT D'ACCROITRE LE DEGRE DE CONTROLE EXERCE
PAR L'ETAT COTIER SUR LA RECHERCHE SCIENTI-
FIQUE DANS LA ZONE ECONOMIQUE A ETE REPOUSSE.
DANS LE NOUVEAU TEXTE, LES CONDITIONS FIXEES
POUR PROCEDER A DES TRAVAUX DE RECHERCHE
SCIENTIFIQUE SONT CLAIREMENT ENONCEES ET SERONT
VRAISEMBLABLEMENT INTEGREES DANS LES LOIS
NATIONALES, REGULARISANT AINSI CE QUI A ETE
JUSQU'A PRESENT UNE SITUATION INEGALE. DE MEME,
NOUS SOMMES PARVENUS A ELIMINER UNE CLAUSE QUI
AURAIT PU OBLIGER LES ETATS-UNIS A RESTREINDRE
LA PUBLICATION DE DONNEES SCIENTIFIQUES APRES
COUP ET SANS LE CONSENTEMENT DES SCIENTIFIQUES,
CE QUI IRAIT FORTEMENT A L'ENCONTRE DE NOS
CONCEPTS CONCERNANT LA LIBERTE DANS LE DOMAINE
SCIENTIFIQUE ET LA LIBERTE DE PAROLE. A
PRESENT, L'ETAT COTIER DOIT, LORSQU'IL DONNE
SON CONSENTEMENT, FAIRE SAVOIR A L'AVANCE S'IL
SOUHAITE IMPOSER UNE TELLE RESTRICTION ET,
DANS CE CAS, LE SCIENTIFIQUE PEUT DECIDER S'IL
SOUHAITE OU NON ENTREPRENDRE LE PROJET DANS
CES CIRCONSTANCES.

-- NOUS SOMMES PARVENUS A ELIMINER DES TEXTES QUI
AURAIENT PU NOUS EMPECHER D'IMPOSER DES
REGLEMENTATIONS DANS NOS MERS TERRITORIALES
AFIN DE PARER A LA POLLUTION PAR DES NAVIRES
UNCLASSIFIED

PAGE 05 STATE 176683

ETRANGERS. PAR AILLEURS, NOUS AVONS CONSERVE
NOTRE DROIT DE STIPULER DES CONDITIONS STRICTES
EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT -- Y COMPRIS LES
REGLEMENTS CONCERNANT LA CONSTRUCTION, LA

COMPOSITION DES EQUIPAGES, L'EQUIPEMENT ET LA
CONCEPTION DES NAVIRES -- POUR L'ENTREE DANS
LES PORTS DES ETATS-UNIS. CES MODIFICATIONS

METTENT LE TEXTE EN PLEINE HARMONIE AVEC LE
PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION DE NOTRE
GOUVERNEMENT.

-- UN PROGRES A CONTINUE D'ETRE REALISE DANS LA
CONCEPTION D'UN REGIME EXHAUSTIF POUR LE REGLE-
MENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS RELATIFS AUX
UTILISATIONS DES OCEANS.

-- SOUS LA DIRECTION JUSTE ET JUDICIEUSE DU MINI-
STRE JENS EVENSEN, DE NORVEGE, UN DEBAT RESPON-
SABLE ET EFFICACE S'EST DEROULE SUR LES QUESTIONS
CONCERNANT LE FOND DES MERS. CE DEBAT ET LES
TEXTES FORMULES PAR LE MINISTRE EVENSEN ONT OFFERT
UNE PERSPECTIVE REELLE DE POUVOIR, SUIVANT DES
CONDITIONS ACCEPTABLES POUR LES PAYS TANT
DEVELOPPES QU'EN VOIE DE DEVELOPPEMENT, SORTIR
DE L'IMPASSE CONCERNANT LES QUESTIONS D'EXPLOITA-
TION MINIERE DES FONDS MARINS.

FAIT REGRETTABLE, CEPENDANT, LE NOUVEAU TEXTE "COMPOSITE"
CONCERNANT LE REGIME D'EXPLOITATION ET DE REGLEMENTA-
TION DE LA ZONE DES GRANDS FONDS MARINS XIEME PARTIE)
EST MAINTENANT FONDAMENTALEMENT INACCEPTABLE.
IL S'ECARTE DE FACON MARQUEE DU TEXTE DE COMPROMIS
PROPOSE QUI AVAIT ETE ETABLI SUR LA BASE D'UN DEBAT
INTEGRAL, EQUITABLE ET OUVERT, SOUS LA DIRECTION DU
MINISTRE EVENSEN.
UNCLASSIFIED

PAGE 06 STATE 176683

LE TEXTE EVENSEN, BIEN QU'IL NE SOIT PAS SANS PRESENTER
DE PROBLEMES, ETAIT GENERALEMENT CONSIDERE COMME UNE
BASE UTILE POUR DE NOUVELLES NEGOCIATIONS. LE TEXTE
PLUS RECENT -- ELABORE EN PRIVE, JAMAIS MIS AU DEBAT
AVEC UN GROUPE REPRESENTATIF DE PAYS CONCERNES ET
COMMUNIQUE SEULEMENT APRES LA CLOTURE DE LA PRESENTE
SESSION DE LA CONFERENCE -- NE SAURAIT ETRE CONSIDERE
COMME UN APPORT DE FOND SERIEUX EN VUE DE NOUVELLES
NEGOCIATIONS. EN FAIT, LA FACON DONT IL A ETE ELABORE --
TRAITANT DES SEMAINES DE DEBAT SERIEUX ET DE NEGOCIA-
TIONS RESPONSABLES COMME ETANT ESSENTIELLEMENT SANS
IMPORTANCE -- SOULEVE UN PROBLEME EGALEMENT SERIEUX DE
PROCEDURE, A SAVOIR: LA CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA
MER PEUT-ELLE ETRE ORGANISEE DE FACON A TRAITER DES
QUESTIONS RELATIVES AUX GRANDS FONDS MARINS AVEC LE
SERIEUX QU'EXIGENT CES QUESTIONS AINSI QUE LA CONFERENCE
QUI DEPEND DE LEUR RESOLUTION SATISFAISANTE?

PARMI LES POINTS SOULEVANT DE GRAVES DIFFICULTES DE FOND
DANS LE TEXTE LE PLUS RECENT SUR LES GRANDS FONDS MARINS
ET LE REGIME QUE CE TEXTE TEND A DEFINIR, FIGURENT LES
SUIVANTS:

IL NE FOURNIRAIT PAS LA GARANTIE RAISONNABLE
D'ACCES QUI EST NECESSAIRE S'IL EST ATTENDU
DE NOUS-MEMES AINSI QUE D'AUTRES QUE NOUS
AIDIONS A FINANCER L'ENTREPRISE ET QUE NOUS
ACCEPTIONS UN "REGIME PARALLELE" COMME BASE
DE COMPROMIS.

IL POURRAIT ETRE INTERPRETE COMME FAISANT DU
TRANSFERT DE TECHNOLOGIE PAR LES ENTREPRISES
UNCLASSIFIED

PAGE 07 STATE 176683

PRIVEES UNE CONDITION D'ACCES AUX GRANDS FONDS
MARINS -- SOUS RESERVE, DU MOINS EN PARTIE,
DE NEGOCIATION EN VUE DE L'ETABLISSEMENT D'UN
CONTRAT.

IL POURRAIT ETRE INTERPRETE COMME DONNANT A
L'AUTORITE INTERNATIONALE DES FONDS MARINS LE
POUVOIR DE MANDATER EFFECTIVEMENT DES OPERATIONS
EN ASSOCIATION AVEC L'AUTORITE EN TANT QUE
CONDITION D'ACCES.

IL OMET D'ETABLIR DES LIMITES PRECISES ET
RAISONNABLES SUR LES CHARGES FINANCIERES A
SUPPORTER PAR LES ENTREPRISES PRIVEES; EN FAIT,
IL S'EN TIENT A CONJUGUER UNE LARGE GAMME
D'OPTIONS DE CHARGES FINANCIERES, COMME SI
PAREIL REGROUPEMENT POUVAIT CONSTITUER UN
COMPROMIS -- ALORS QU'EN REALITE, CE REGROUPE-
MENT EST SUSCEPTIBLE DE S'AVERER ETRE UN
FARDEAU MULTIPLE QUI SUFFIRAIT A COMPROMETTRE
LA MISE EN VALEUR DU FOND DE LA MER.

IL FIXERAIT UNE LIMITE ARTIFICIELLE POUR
L'EXTRACTION DE MINERAUX PROVENANT DE NODULES
DES FONDS MARINS--CE QUI NON SEULEMENT PRETE
A OBJECTION EN PRINCIPE, MAIS CONSTITUE AUSSI
UNE LIMITATION BIEN PLUS RIGOUREUSE QU'IL
N'EST NECESSAIRE POUR PROTEGER CERTAINS
PRODUCTEURS DE PAYS EN DEVELOPPEMENT D'EFFETS
ADVERSES EVENTUELS ET EST GENERALEMENT INCOM-
PATIBLE AVEC LES INTERETS ECONOMIQUES FONDAMEN-
TAUX D'UN MONDE EN DEVELOPPEMENT.

IL DONNERAIT A L'AUTORITE INTERNATIONALE DES
FONDS MARINS UN POUVOIR ILLIMITE, NOUVEAU ET
EXTREMEMENT ETENDU POUR REGLEMENTER TOUTE AUTRE

UNCLASSIFIED

PAGE 08 STATE 176683

PRODUCTION DE MINERAUX EN PROVENANCE DES FONDS
MARINS, "SUIVANT LES BESOINS".

IL SEMBLERAIT, COMME CERTAINS POURRAIENT L'ALLE-
GUER, DONNER A L'AUTORITE UN NOUVEAU POUVOIR
INACCEPTABLE LUI PERMETTANT DE REGLEMENTER LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE DANS LA ZONE.

IL NE PARVIENDRAIT PAS A PROTEGER SUFFISAMMENT
LES INTERETS MINORITAIRES RELEVANT DE SON REGIME
DE REGLEMENTATION ET IL RISQUERAIT, EN CONSE-
QUENCE, DE PERMETTRE L'ABUS DE POUVOIR PAR UNE
"MAJORITE" IRRÉGULIERE.

IL PERMETTRAIT LA DISTRIBUTION DE BENEFICES
PROVENANT DE L'EXPLOITATION DU FOND DES
MERS A DES PEUPLES ET A DES PAYS N'ETANT PAS
PARTIES A LA CONVENTION.

IL COMPROMETTRAIT SÉRIEUSEMENT LE LONG TERME
VRAISEMBLABLE DU REGIME INTERNATIONAL EN
EXIGEANT -- SI UN ACCORD CONTRAIRE N'ETAIT PAS
REALISE DANS UN DELAI DE 25 ANS -- QUE LE REGIME
SOIT CONVERTI AUTOMATIQUEMENT AU REGIME "UNITAIRE",
EXCLUANT L'ACCES DIRECT DES ENTREPRISES PRIVEES,
SAUF DANS LA MESURE OU L'AUTORITE POURRAIT
RECHERCHER LEUR PARTICIPATION DANS DES OPERATIONS
EN ASSOCIATION ENTREPRISES AVEC ELLE.

VU CET ECART MALENCONTREUX DE DERNIERE MINUTE DE CE QUI
AVAIT SEMBLE S'ANNONCER COMME UNE ORIENTATION PROMETTEU-
SE DANS LES NEGOCIATIONS RELATIVES AUX GRANDS FONDS
MARINS, JE SUIS MAINTENANT AMENE A RECOMMANDER AU
UNCLASSIFIED

PAGE 09 STATE 176683

PRESIDENT DES ETATS-UNIS QUE NOTRE GOUVERNEMENT SE
DONNE POUR TACHE DE PASSER EN REVUE NON SEULEMENT LA
QUESTION DE FOND QUANT A L'EQUILIBRE DE NOS INTERETS
MAIS AUSSI LA QUESTION DE SAVOIR SI UN ACCORD
ACCEPTABLE POUR TOUS LES GOUVERNEMENTS PEUT LE MIEUX
ETRE REALISE GRACE AU GENRE DE NEGOCIATIONS POURSUIVIES
JUSQU'A PRESENT. VANCE

UNCLASSIFIED

<< END OF DOCUMENT >>

Message Attributes

Automatic Decaptioning: X
Capture Date: 22-Sep-1999 12:00:00 am
Channel Indicators: n/a
Current Classification: UNCLASSIFIED
Concepts: TEXT, LAW OF THE SEA, PRESS CONFERENCES, SPEECHES
Control Number: n/a
Copy: SINGLE
Sent Date: 28-Jul-1977 12:00:00 am
Decaption Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Decaption Note:
Disposition Action: n/a
Disposition Approved on Date:
Disposition Case Number: n/a
Disposition Comment:
Disposition Date: 01-Jan-1960 12:00:00 am
Disposition Event:
Disposition History: n/a
Disposition Reason:
Disposition Remarks:
Document Number: 1977STATE176683
Document Source: ADS
Document Unique ID: 00
Drafter: D/LOS:JZEROLIS:AFR
Enclosure: n/a
Executive Order: N/A
Errors: n/a
Expiration:
Film Number: D770270-1062
Format: TEL
From: STATE
Handling Restrictions: n/a
Image Path:
ISecure: 1
Legacy Key: link1977/newtext/t197707105/baaaetij.tel
Line Count: 322
Litigation Code IDs:
Litigation Codes:
Litigation History:
Locator: TEXT ON-LINE, TEXT ON MICROFILM
Message ID: a4eff662-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Office: ORIGIN DLOS
Original Classification: UNCLASSIFIED
Original Handling Restrictions: n/a
Original Previous Classification: n/a
Original Previous Handling Restrictions: n/a
Page Count: 6
Previous Channel Indicators:
Previous Classification: n/a
Previous Handling Restrictions: n/a
Reference: REFS A STATE 169685 B STATE 172783 (NOTAL)
Retention: 0
Review Action: RELEASED, APPROVED
Review Content Flags:
Review Date: 07-Feb-2005 12:00:00 am
Review Event:
Review Exemptions: n/a
Review Media Identifier:
Review Release Date: n/a
Review Release Event: n/a
Review Transfer Date:
Review Withdrawn Fields: n/a
SAS ID: 1726250
Secure: OPEN
Status: NATIVE
Subject: SUBJECT PRESS STATEMENT BY AMBASSADOR ELLIOT L. RICHARDSON SPECIALREPRESENTATIVEOF OF THE PRESIDENT
TO THE LAW OF THE SEA CONFERENCE AT THE UNITED NATIONS JULY 20, 1977
TAGS: PLOS, US, UN, LOS, (RICHARDON, ELIOT L)
To: NOUAKCHOTT DAKAR MULTIPLE
Type: TE
vdkgvwkey: odbc://SAS/SAS.dbo.SAS_Docs/a4eff662-c288-dd11-92da-001cc4696bcc
Review Markings:
Margaret P. Grafeld
Declassified/Released
US Department of State
EO Systematic Review
22 May 2009
Markings: Margaret P. Grafeld Declassified/Released US Department of State EO Systematic Review 22 May 2009